

Questions orales

Nous avons fait ce qu'il incombait au gouvernement fédéral de faire, et je suis sûr que le gouvernement de l'Ontario s'exécutera à son tour dans les plus brefs délais. Je suis certain que personne n'a agi de mauvaise foi. Le processus prend un certain temps. J'ai autorisé les paiements dernièrement, et je suis convaincu que M. MacKenzie fera de même très bientôt.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le ministre sait que ces travailleurs vivent dans une localité où 15 p. 100 de la population active sera vraisemblablement composée d'assistés sociaux cet hiver.

Le ministre serait-il disposé à rencontrer le ministre du Travail de l'Ontario dans le courant de la semaine pour s'entendre avec lui pour que les chèques puissent être envoyés le mois prochain de sorte que ces travailleurs ne soient pas forcés de devenir des assistés sociaux comme tant d'autres dans leur localité et dans leur région.

L'hon. Marcel Danis (ministre du Travail): Monsieur le Président, je suis disposé à rencontrer le ministre du Travail de l'Ontario quand cela lui conviendra.

* * *

L'IDENTITÉ CULTURELLE

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, j'ai une question à l'intention du ministre des Communications. Hier au comité, le président de Radio-Canada a prévenu que toute autre compression budgétaire imposée par le gouvernement compromettrait gravement la capacité de Radio-Canada de s'acquitter de son mandat consistant à refléter l'identité culturelle du pays.

Le ministre peut-il nous dire pourquoi il n'a pas répondu aux propositions sérieuses de financement que Radio-Canada lui a soumises? Peut-il nous dire quand on prendra une décision définitive au sujet de ce financement, et si cette décision tiendra effectivement compte de la demande de Radio-Canada qui souhaite obtenir un financement stable et à long terme?

L'hon. Perrin Beatty (ministre des Communications): Monsieur le Président, nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes très conscients de la nécessité de voir à ce que Radio-Canada puisse s'acquitter du mandat que le Parlement lui a confié.

Les députés d'en face interviennent tous les jours à la Chambre pour faire les prédictions les plus sombres concernant Radio-Canada et dire que la Société devra fermer des stations et ainsi de suite, mais il n'arrivera rien

de tel. Le gouvernement continue de travailler en collaboration avec Radio-Canada sur la question du financement à long terme pour assurer une saine gestion et un bon financement à l'ensemble du réseau canadien de radiodiffusion.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire pour le même ministre, ayant trait elle aussi à notre identité culturelle. Mardi, pendant la réunion du comité, le député de North Vancouver a dit d'un air méditatif qu'il n'y avait pas suffisamment de Canadiens qui lisaient des livres pour justifier une aide fédérale au secteur de l'édition.

Le ministre partage-t-il l'opinion de son collègue selon qui le fédéral devrait cesser d'aider les éditeurs canadiens? Est-il d'accord avec son collègue pour dire que les publications canadiennes ne sont pas assez bonnes? Ne trouve-t-il pas que. . .

M. le Président: Le député peut demander si le gouvernement a pour politique de faire telle ou telle chose, mais il me paraît antiréglementaire de demander si le ministre est d'accord avec une chose que quelqu'un d'autre a dite.

Le député d'Okanagan—Shuswap voudra peut-être poser sa question directement et correctement.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président. Je voulais simplement demander au ministre si le député de North Vancouver parlait au nom du gouvernement quand il a tenu ces propos.

L'hon. Perrin Beatty (ministre des Communications): Le député devrait le savoir, monsieur le Président, le gouvernement a beaucoup aidé les industries culturelles au Canada, et nous avons bien l'intention de continuer à leur venir en aide.

Une des choses que notre gouvernement a faites, par ailleurs, c'est d'instaurer une réforme parlementaire systématique pour que les simples députés puissent exprimer leur point de vue et jouer un rôle important dans les activités du Parlement.

Je pourrais ajouter que les députés de notre parti ont ainsi fait beaucoup plus honneur au Parlement que ne l'a fait hier soir un de ses collègues.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, l'initiative du gouvernement sur la prospérité et la compétitivité est très confuse dans l'esprit de nombreux Canadiens à cause des propos contradictoires que gens d'affaires, porte-parole syndicaux, professeurs d'univer-